

80. Les membres de la Commission ont accès aux procès-verbaux approuvés des groupes de travail auprès du secrétariat de la Commission.

V. Devoir de réserve et déontologie

81. Les articles 36 à 39 sont applicables aux groupes de travail.

Notes

(1) La féminisation des fonctions et titres et les règles y afférentes n'ont pas été appliquées dans ce document afin de ne pas en alourdir la lisibilité. Bien entendu, il est recommandé au lecteur de les prendre en considération lors de sa lecture. Ainsi, à titre d'exemple, il convient de lire « un Président ou une Présidente » là où figure le terme « un Président », etc.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 415

[C - 2011/29037]

27 APRIL 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot bepaling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

Gelet op het voorstel van huishoudelijk reglement vastgesteld door de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties op 2 maart 2010;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgevoegde huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 2010.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 416

[C - 2011/29020]

1^{er} DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant, en ce qui concerne la durée des mandats des président et vice-présidents du Conseil supérieur et de la Commission de concertation et des membres du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et en particulier les articles 25 et 81,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 septembre 2010;

Vu les protocoles de négociation du 19 octobre 2010 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française) du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 19 octobre 2010 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n°48.879/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale est inséré un point 3° rédigé comme suit : « le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.2. Le président et les vice-présidents du Conseil supérieur sont nommés par le Ministre pour un terme de cinq ans renouvelable.

Les mandats de président et de vice-président sont assumés par des représentants de réseaux différents.

Les candidatures sont présentées respectivement par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le plus âgé des vice-présidents présents.

Si le président et les vice-présidents sont absents, le plus âgé des membres présents assume la présidence. »

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Ministre pour un terme de cinq ans renouvelable »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 » sont abrogés;

3° Dans l'alinéa 4, les mots « du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 » sont abrogés;

Art. 4. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 » sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 2, les mots « du vice-président » sont remplacés par les termes « des vice-présidents »;

2° Dans l'alinéa 3, les mots « du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 » sont abrogés;

3° Le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le plus âgé des vice-présidents présents.

Si le président et les vice-présidents sont absents, le plus âgé des membres présents assume la présidence. »

Art. 6. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 9, dernier alinéa, les mots « 1^{er} juillet » sont remplacés par les mots « 6 juillet ».

Art. 8. Dans l'article 11 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Conseil supérieur consulte, le cas échéant, le Conseil général des Hautes Ecoles, les Conseils supérieurs des Hautes Ecoles et le Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire en ce qui concerne notamment l'établissement des profils professionnels et les niveaux de formation. »

Art. 9. Dans l'article 1^{er}*bis*, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le président et le vice-président de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme de cinq ans renouvelable ».

Art. 10. Dans l'article 7, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, les mots « du vice-président » sont remplacés par les termes « des vice-présidents ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption par le Gouvernement.

Art. 12. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 2010.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 416

[C — 2011/29020]

1 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging, wat betreft de duur van de mandaten van voorzitter en ondervoorzitters van de Hoge Raad en van de Overlegcommissie en van de leden van de Hoge Raad van het Onderwijs voor Sociale Promotie, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking voor het onderwijs voor sociale promotie van de Hoge Raad en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en inzonderheid op de artikelen 25 en 81;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking voor het onderwijs voor sociale promotie van de Hoge Raad;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 september 2010;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 19 oktober 2010 van het onderhandelingscomité van sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap) van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het overlegprotocol van 19 oktober 2010 van het Overlegprotocol tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies nr. 48.879/2 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2010, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^o lid, 1^o van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking voor het onderwijs voor sociale promotie van de Hoge Raad wordt een punt 3^o ingevoegd, luidend als volgt : « het decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 2. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Hoge Raad worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden waargenomen door vertegenwoordigers van verschillende netwerken.

De kandidaturen worden respectievelijk voorgesteld door de Coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door de representatieve organisaties van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste aanwezige ondervoorzitter.

Als de voorzitter en de ondervoorzitters afwezig zijn, neemt het oudste lid het voorzitterschap waar. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het 1^o lid wordt vervangen door hetgeen volgt : « De werkende en plaatsvervangende leden worden benoemd door de Minister voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar »;

2^o In het 2^o lid worden de woorden « van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 » opgeheven;

3^o In het 4^o lid worden de woorden « van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 » opgeheven.

Art. 4. In artikel 4, 1^o lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 » opgeheven.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In het 2^o lid worden de woorden « van de ondervoorzitter » vervangen door de woorden « van de ondervoorzitters »;

2^o In het 3^o lid worden de woorden « van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 » opgeheven;

3^o Het laatste lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste aanwezige ondervoorzitter. Als de voorzitter en de ondervoorzitters afwezig zijn, neemt het oudste lid het voorzitterschap waar. »

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 » opgeheven.

Art. 7. In artikel 9, laatste lid, worden de woorden « 1 juli » vervangen door de woorden « 6 juli ».

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het 1^o lid vervangen door hetgeen volgt :

« De Hoge raad raadpleegt in voorkomend geval de Algemene Raad voor Hogescholen, de Hoge Raden voor Hogescholen en de Algemene overlegraad voor secundair onderwijs wat inzonderheid de beroepsprofielen en de opleidingsniveaus betreft. »

Art. 9. In artikel 1bis, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie wordt het 1^e lid vervangen door hetgeen volgt :

« De voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar. »

Art. 10. In artikel 7, § 2, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie worden de woorden « van de ondervoorzitter » vervangen door de woorden « van de ondervoorzitters ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering aangenomen wordt.

Art. 12. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 december 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 417

[C — 2011/29013]

1^{er} DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le plan communautaire opérationnel de promotion de la santé au sein de la Communauté française pour les années 2008-2009

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié, notamment par le décret du 26 mars 2009, article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié ultérieurement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2004 approuvant le programme quinquennal de promotion de la santé 2004-2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le plan communautaire opérationnel de promotion de la santé au sein de la Communauté française pour les années 2008-2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé rendu le 17 septembre 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2010;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le plan communautaire opérationnel de promotion de la santé au sein de la Communauté française pour les années 2008-2009, l'année 2009 est remplacée par le 30 juin 2012.

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, l'année 2009 est remplacée par le 30 juin 2012.

Art. 3. Dans l'intitulé de l'annexe du même arrêté, l'année 2009 est remplacée par le 30 juin 2012.

Art. 4. La Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 2010.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 417

[C — 2011/29013]

1 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2008 houdende vaststelling van het operationeel gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie voor 2008-2009 binnen de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, inzonderheid bij het decreet van 26 maart 2009, artikel 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, zoals later gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2004 tot goedkeuring van het vijfjarenplan voor gezondheidspromotie 2004-2008;